



Bréf.

Lettre d'information et de réflexion
de Martial Passi



ÉDUCATION

Rythmes scolaires : la facture est élevée pour les villes moyennes

L'Association « Villes de France » a dressé un bilan de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires dans les villes moyennes de 15 000 à 100 000 habitants. Selon l'étude de l'association, le coût global de la réforme est de 541 200 euros pour 2 941 élèves en moyenne par ville, soit un coût de 184 euros par élève environ. Comme l'étude de l'AMF l'avait déjà souligné, l'enquête pointe également les difficultés rencontrées par les élus pour recruter des animateurs.

[Bréf, les transferts de charges et de compétences aux collectivités territoriales, sans compensation financière, étouffent les finances locales et dégradent le service public.]

HOMMAGE

Hommage à notre confrère, Jean Roujon, ancien maire de Marvejols

Les difficultés financières inextricables auxquelles sont confrontés les collectivités locales et les élus, avec les baisses sans précédent des dotations d'État aux collectivités locales, engendrent malheureusement des tragédies humaines insupportables comme celle qu'a connue la ville de Marvejols, ses élus et ses habitants, avec la disparition tragique de leur ancien maire Jean Roujon.

FINANCES

L'AMF engage une action nationale contre la baisse des dotations

Les représentants de l'Association des Maires de France ont rencontré, le 28 mai, le Premier Ministre pour lui demander, une fois de plus, un allègement et un étalement de la baisse des dotations d'État aux collectivités, mais Manuel Valls a émis une fin de non-recevoir.

Le comité directeur de l'AMF, dont je suis membre, a donc décidé, le 4 juin, d'une double mobilisation contre la baisse des dotations :

- dès maintenant, une vaste campagne d'information en direction des pouvoirs publics et des habitants, en lien avec les associations départementales de maires et d'élus locaux,
- une journée nationale d'action à la rentrée de septembre

[Bréf, les expressions varient, mais tous les élus expriment les mêmes inquiétudes et colères pour dénoncer la baisse scandaleuse de 30 % des dotations de l'État qui asphyxie les collectivités locales, casse les services publics, et pénalise l'aménagement du territoire et le développement économique local.]

SÉCURITÉ / PRÉVENTION

Les villes moyennes ont doublé leurs équipements de vidéo-protection

Dans 73 % des cas, les villes moyennes disposent aujourd'hui d'un dispositif de vidéo-protection, contre 55 % en 2010, révèle une étude de l'association Villes de France. L'association constate un « doublement des efforts réalisés sur les 5 dernières années » dans la vidéo-protection, le nombre de caméras installées sur la voie publique s'établissant à 50 caméras en moyenne, contre 25 en 2010. L'étude note aussi « une tendance à l'accroissement des effectifs de police municipale » dans les villes.

[Bréf, les efforts considérables déployés par les communes pour la prévention et la sécurité sont un exemple des désengagements de l'État en matière de sécurité, pourtant compétence régalienne.]

LE CHIFFRE DU JOUR

1500

C'est le nombre de communes françaises en cessation de paiement qui risquent la mise sous tutelle de l'État à la fin de l'année 2015, à cause des baisses des dotations d'État qui font perdre 28 milliards d'euros aux collectivités locales d'ici 2017.

GIVORS

Coiffés de bonnets phrygiens, les élus installent une guillotine pour dénoncer la baisse des dotations d'État qui fait perdre 1 million d'euros à la commune chaque année, soit 6 millions d'euros d'ici 2017.

